

LE RALLIEMENT...

Michel ROCARD s'est livré à la télévision, a un pastiche fort mal réussi de feu le Général de Gaulle.

On ne saurait toutefois lui en vouloir «d'avoir avalé son parapluie» dans la mesure où la nature ne l'ayant pas particulièrement comblé, il ne pouvait, sans sombrer dans le ridicule, prétendre chausser les bottes du Général.

Nous nous bornerons donc à dresser un constat d'incompétence des «*conseillers*» qui l'ont entraîné dans cette galère.

A contrario, il est évident, pour tout le monde, que François Mitterrand a été particulièrement brillant devant les militants socialistes des Bouches-du-Rhône.

Mais au-delà des péripéties télévisées qui, à juste titre, peuvent paraître dérisoires, il nous fait comprendre que la «*querelle*» Mitterrand-Rocard comporte des enjeux politiques redoutables pour l'avenir de la classe ouvrière et de ses syndicats.

Quand Rocard écrit: «Le parti socialiste a en effet toujours situé son action dans le cadre des institutions de la 5^{ème} République et a toujours considéré que le Président de la République devait être le président de tous les Français.

Il prétend ni plus ni moins, rallier l'ensemble du parti socialiste au régime issu du coup du 13 mai 1958. Et quand il dénonce les mœurs politiques de la 4^{ème} République, il se rallie sans condition au régime présidentiel mis en place par De Gaulle, à la faveur des problèmes posés par la «*décolonisation*». Or, n'en déplaise à Rocard et à ses amis, rien n'est plus étranger aux traditions du parti de Jaurès et de Léon Blum.

Il faut rappeler que, dès 1958, la C.G.T.-F.O. a refusé (au Général lui-même) avec la plus grande fermeté, les mirages de l'*Association Capital-Travail*, et que, fidèle à ses origines, notre organisation s'est toujours opposée (notamment lors du référendum de 1969) à tous les projets gaullistes tendant à l'intégration des syndicats à l'État.

C'est la raison pour laquelle nous avons le devoir de dénoncer «*l'Effet Rocard*». Par contre, il nous faut bien admettre que la candidature de François Mitterrand, qui, lui, n'a jamais accepté la constitution gaulliste, à un côté plutôt rassurant dans la mesure où, se présentant comme candidat «*du Parti*», il affirme, à sa manière, la nécessité pour la classe ouvrière de maintenir ses organisations indépendantes de la bourgeoisie et de son État.

Mais remettre en cause l'indépendance de classe des organisations ouvrières est, compte tenu des difficultés économiques actuelles, une nécessité pour la bourgeoisie et c'est ce qui explique la hargne des médias à notre égard et les pressions qui, çà et là, prétendent s'exercer sur nous pour que nous fassions ami-ami avec la C.F.D.T. qui n'est autre que la protection syndicale de Rocard (qui d'ailleurs ne cache pas son appartenance à la C.F.D.T.), et que notre organisation vient de mettre en échec en refusant «*l'accord sur la durée de l'emploi*» qu'elle avait concocté avec le patronat.

Il va de soi que nos militants, aguerris par leur longue lutte pour le maintien de l'indépendance de la C.G.T.-F.O., c'est à dire pour la sauvegarde des libertés démocratiques, ne céderons à aucun chantage, qu'il s'agisse, par exemple du licenciement de certains de nos camarades, ou d'inculpations parfaitement scandaleuses.

Pour ma part, je demeure intimement convaincu que nous sommes condamnés, même si c'est confortable, à demeurer nous-mêmes: «*notre isolement nous protège*». Je demeure également convaincu que tout infléchissement de notre orientation risquerait d'avoir pour notre organisation des conséquences désastreuses. Certes, la classe ouvrière prend des coups et est souvent contrainte à des reculs mais, fort heureusement, elle n'est pas défaite. On peut être assuré qu'elle ne laissera pas, sans réagir, remettre en cause les acquis de plus d'un siècle d'action syndicale. Ceux qui, aujourd'hui, prétendent détruire le statut de la Fonction Publique et remettre en question la pratique contractuelle, ceux-là jouent les apprentis sorciers: qui sème le vent récolte la tempête.

Nous ne sommes pas en 1938... et les travailleurs défendront les organisations dont ils savent quelles leur sont nécessaires pour défendre leurs «*intérêts particuliers*»... Les hommes politiques, les syndicalistes qui conservent une claire conscience de cette nécessité ont un avenir.

Quant aux autres?

Alexandre HÉBERT.
